

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75 861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Préposé PTT, candidat contre Norbert Segard; Marc Leblanc déclare **LES POSTIERS SONT A L'OFFENSIVE**

Lundi matin, à 10 h, plusieurs milliers de postiers ont manifesté aux alentours du ministère de PTT. La grève s'est étendue à plusieurs centres de tri de province et bureaux de postes. Les perspectives des directions syndicales, exception faite de l'ouverture de « vraies négociations », sont inexistantes.

Le camarade Leblanc, candidat de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, à Lille, nous a fait parvenir une lettre dans laquelle il aborde notamment la question de l'attitude de certains dirigeants du PCF.

« Segard bloque le courrier dans la région parisienne ». Voilà le titre que consacre le quotidien révisionniste du Nord-Pas-de-Calais, « Liberté » à la juste grève des postiers de la région parisienne.

De plus, cet article réussit le tour de force de parler de la lutte sans même mentionner les revendications des postiers. Mais, contrairement à ce que voudraient faire croire les révisionnistes, ce n'est pas Segard qui est à l'offensive, mais bel et bien les postiers.

Le 4 février, les direc-



François Llamas et ses camarades lors de la manifestation du 6 février, à Paris.

tions syndicales à la solde de la ligne de collaboration de classe n'ont pas encore entamé le travail de popularisation sur le Nord et n'envisagent pas l'extension de la lutte sur la région.

D'ores et déjà, les travailleurs des PTT en grève peuvent être assurés du soutien des marxistes-léni-

nistes qui s'efforceront de propager les mouvements de grève à toutes les provinces, quel que soit l'avis des pontes syndicaux.

Tous ensemble et en même temps ! 50 000 emplois nouveaux ! Retraite à 55 ans pour tous ! La semaine en 5 jours ! Embauche immédiate des 6 000

vacataires ! Réintégration immédiate de Llamas ! Les flics hors de Créteil !

Marc Leblanc
Postier marxiste-léniniste
Candidat de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne dans la circonscription de Norbert Segard
Lille (1er)

● Corne de l'AFRIQUE **DECLARATION DU PRESIDENT SIAD BARRE** **«QUE L'EUROPE SE REVEILLE AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD !»**

L'offensive soviéto-cubaine déclenchée à partir de l'Éthiopie dans la corne de l'Afrique crée une situation de plus en plus tendue et explosive dans cette région du monde.

En septembre dernier, marquant la fin de l'avancée éclair des mouvements de libération soutenus par la Somalie dans les zones semi-désertiques de l'Ogaden, les troupes éthiopiennes qui avaient essuyé de sérieux

revers, s'étaient repliées sur les contreforts montagneux des hauts plateaux abyssins.

L'URSS a depuis considérablement accru son soutien militaire en hommes et en matériel, à l'Éthiopie. Un véritable pont aérien semblable à celui qui s'était réalisé en Angola, a été établi en permanence entre Moscou et Adis-Abeba, la capitale éthiopienne pour préparer une nouvelle offensive visant à reprendre les

territoires perdus et à acculer la Somalie à se soumettre aux volontés soviétiques visant à créer une fédération somalo-éthiopienne sous sa baguette.

La semaine passée, des pilotes cubains ont multiplié des missions de bombardements sur l'Ogaden et la Somalie, aux commandes d'avions soviétiques.

Selon des informations parvenues à Nairobi, le

quartier général des opérations éthiopiennes serait la ville de Dire Dawa, à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Harrar. L'aéroport de la ville serait complètement contrôlé par des soldats soviétiques qui en assureraient même la surveillance extérieure. L'hôpital de la ville aurait même été agrandi pour faire face à un afflux éventuel de blessés.

(suite page 2)

**LE PARTI COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE
SALUE ET SOUTIENT LA GREVE
DES POSTIERS**
(communiqué du Bureau politique)
PAGE 5

Editorial

La bataille politique de 1978 **Objectif 1978: 100 millions**

Le nerf de la guerre...

... C'est l'idéologie ? Certes, c'est indubitable, toutes les expériences révolutionnaires victorieuses l'ont prouvé.

Mais il faut aussi des munitions, elles sont indispensables.

Au cours des luttes en cours soutenues par les marxistes-léninistes s'affermir leur idéologie prolétarienne. Leur expérience s'enrichit.

Mais il faut aussi accumuler les sommes indispensables pour alimenter les luttes par des journaux, des tracts, des affiches, des meetings.

La souscription de l'année 1977 a atteint et dépassé son objectif. Dans les premiers jours de janvier, elle avait en effet dépassé 650 000 F, soit 65 millions de centimes, alors que le montant fixé avait fourni l'objectif de 60 millions de centimes.

Mais les 5 millions supplémentaires ainsi souscrits peuvent-ils répondre aux exigences de la bataille politique de 1978 ?

Nous laissons la réponse au jugement de nos lecteurs.

Actuellement, les militants marxistes-léninistes sont confrontés à d'énormes besoins financiers. Ils doivent assurer par leurs propres moyens les frais locaux de campagnes électorales engagées, c'est-à-dire les dépôts de cautionnement dans les préfectures dont dépendent leurs circonscriptions respectives, les frais d'impression des professions de foi (terme en usage) et des bulletins de vote. Ces frais sont de l'ordre de 5 à 6000 F par circonscription. Mais ils doivent aussi assurer le soutien financier du Comité d'initiative national de « l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne » (envois à expédier à Raboutet Jean-Louis - No 42 121 U - Agence GN 874 du Crédit Lyonnais - Centre commercial du « Luth » - 92230 Gennevilliers). Ce comité d'initiative national engage d'importantes dépenses d'impression d'affiches et de tracts centraux.

Enfin, un matériel particulier à chacun des deux partis, PCMLF et PCR ml, est aussi diffusé, indépendamment des activités communes de « l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ». Pour le PCMLF, la récente tenue de son 3e Congrès est l'occasion d'un effort exceptionnel pour faire connaître « l'Appel aux travailleurs », par priorité, puis différents autres textes par la suite.

La souscription nationale permanente de l'année 1978, sous les auspices de « l'Humanité rouge », devra atteindre un montant record, jamais fixé comme objectif jusqu'ici, un montant à la mesure des impératifs de la bataille politique qui va s'aiguiser de mois en mois. Il faudra 100 millions de centimes, ou 1 million de francs lourds, pour que soient couvertes toutes les dépenses indispensables prévisibles dès aujourd'hui.

Voilà pourquoi, amis et camarades, lectrices et lecteurs, nous vous appelons de nouveau à souscrire en versant vos contributions soit aux militants marxistes-léninistes de votre entreprise, de votre commune rurale, de votre quartier, soit au Comité national de « l'Union ouvrière et paysanne », soit directement à notre journal (« l'Humanité rouge » CCP No 30 226 72 D - La Source). Il va de soi qu' aussitôt après les scrutins législatifs, seule subsistera la troisième forme de ce soutien financier, la grande bataille pour les 100 millions en 1978 sera alors engagée par l'ensemble de nos forces militantes.

Faire preuve d'idéologie révolutionnaire prolétarienne actuellement, c'est, entre autres activités, contribuer à fournir les munitions nécessaires à nos justes luttes.

Qu'il n'y ait pas un seul meeting, pas une seule réunion, pas une seule prise de parole dans les usines, dans les villages, dans les quartiers sans que soient systématiquement organisées les collectes nécessaires.

Souscrire, c'est participer au juste combat politique contre la bourgeoisie capitaliste et contre les deux superpuissances.

Suzanne MARTY
Jacques JURQUET

● Corne de l'Afrique

Déclaration du président Siad Barre

« Que l'Europe se réveille avant qu'il ne soit trop tard ! »

Suite de la page une

Les USA viennent d'envoyer en renfort un contre-torpilleur à la sixième flotte qui croise en permanence dans la mer Rouge. Mais, alors que le département d'Etat reconnaît : « Nous croyons qu'il y a maintenant 3 000 Soviétiques et Cubains en Éthiopie » et avoue que la situation est « dangereuse » dans la corne de l'Afrique, l'impérialisme US continue à maintenir une position attentiste face à l'offensive soviétique.

Adrew Young, ambassadeur des USA à l'ONU, déclare même, face à cette

situation, que « la présence continue de soldats cubains en Angola n'est pas nuisible pour ce pays, parce que ceux-ci maintiennent la paix et que « leur manque de racisme a plus d'influence en Afrique que leur marxisme » ! Voilà qui laisse les mains libres à l'avance à l'agression soviéto-cubaine sur l'ensemble du continent africain, au moment où Cuba mobilise des réservistes pour les dépêcher d'urgence en Éthiopie.

Dans une récente interview publiée par l'hebdomadaire américain «News

week», le président somalien Siad Barre a fermement condamné l'absence de réaction des puissances occidentales et des USA face à la politique hégémonique de l'URSS dans la corne de l'Afrique, tout en comparant la situation internationale actuelle à celle qui existait à la veille du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

« Nous ne comprenons pas », a-t-il déclaré, « pourquoi les USA laissent les Soviétiques poursuivre leur politique d'hégémonie. Cela doit correspondre aux intérêts américains. Tels que le



président Carter les conçoit ; sinon il ne le permettrait pas ».

« Le président Carter a accepté la politique soviétique en Éthiopie. Nous ne pouvons qu'en conclure qu'il a passé un accord avec Moscou ou tout au moins qu'il accepte tacitement la politique de cette dernière. Aujourd'hui, Moscou fait ce qu'il veut dans le monde

et cela pourrait prélude à une neutralisation de l'Europe occidentale ».

Faisant le parallèle entre la politique expansionniste de Hitler en Europe et celle de Brejnev, aujourd'hui, le président Siad Barre manifeste l'espoir que les pays occidentaux « se réveillent avant qu'il soit trop tard » et

affirme que « les pays producteurs de pétroles du proche Orient seront la prochaine cible soviétique », avant de conclure : « La Somalie n'est pas à vendre, lorsque nous avons compris que nous étions traités comme des marionnettes, nous avons décidé que nous ne pouvions pas accepter que l'URSS dispose de notre souveraineté en notre nom ».

Programme du nouveau gouvernement portugais

« Il ne s'agit pas maintenant de construire le socialisme »

A la suite des discussions avec les divers partis bourgeois, Mario Soares a formé un nouveau gouvernement composé de ministres du Parti socialiste et du CDS, le parti de la droite traditionnelle.

Jeudi, il présentait son

programme de gouvernement, programme antipopulaire comme on pouvait s'y attendre. Vaincre la crise par l'austérité, mettre le socialisme entre parenthèses, telle était la toile de fond du discours de Soares à propos du programme du

gouvernement.

Après avoir rendu hommage au CDS, Soares a déclaré : « Il ne s'agit pas maintenant de construire le socialisme et seuls les utopiques peuvent penser qu'étant donné le rapport de forces intérieures et la conjoncture internationale, il est possible d'avancer vers le socialisme démocratique. Il s'agit de reconstruire l'économie pour maintenir et sauver la démocratie ». Pour vaincre la crise, Soares a souligné la nécessité de la politique d'austérité.

Auparavant, le PS se déclarait pour le socialisme tout en menant une politique de gouvernement bien bourgeois, maintenant cette façade n'existe même plus.

Mais cette politique réactionnaire, il voudrait la faire admettre aux masses portugaises et ce n'est pas chose facile. Soares fait appel à toute l'opposition pour laisser le gouvernement gouverner, et il a mis en garde les travailleurs contre les conséquences « tragiques » que pourrait avoir l'« agitation sociale et la politique du pire ». Cela veut dire limi-

tation des hausses de salaires, licenciement, etc. afin d'apporter des profits aux capitalistes portugais qui n'auront pas à se plaindre de ce gouvernement. Soares a reconnu le rôle fondamental de l'initiative privée et des investissements étrangers ».

Tout cela est bien gros à avaler, alors à la fin de son discours, Soares explique que le gouvernement ne remettra pas en cause les acquis démocratiques, que le socialisme viendra mais il faut être patient, etc.

Une démagogie qui ne rencontre pas beaucoup d'adeptes. Le jour-même de son discours, de grands conflits ont éclaté. En effet, trente mille enseignants de Lisbonne et de la moitié sud du pays se mettaient en grève contre la politique d'éducation antidémocratique du gouvernement. Les cheminots étaient en grève également pour appuyer leurs revendications salariales : un tiers du trafic ferroviaire était supprimé. Voilà comment répondent les travailleurs à ce gouvernement bourgeois au service des monopoles capitalistes.

● Afrique du Sud

Prison, travaux forcés pour les chômeurs

Le gouvernement raciste de Vorster vient de prendre une nouvelle mesure grave contre les Africains. Les Africains ayant été au chômage pendant plus de quatre mois dans une année pourront être arrêtés et envoyés dans les « centres de réhabilitation ».

Selon le projet de loi, il suffira qu'un Africain vivant dans les zones dites blanches soit au chômage plus de 122 jours par an, même non-consécutivement, pour être déclaré « oisif » et arrêté.

Au même moment, on remarque une aggravation du chômage dans le pays qui atteint des taux records dans la population noire. Selon des estimations, ils seraient près de deux millions de travailleurs à être au chômage, mais il n'y a aucune statistique officielle concernant les Africains.

Les Africains déclarés « oisifs » pourront être envoyés dans des « centres de réhabilitation » ou des colonies agricoles, ou « toute autre institution similaire établie et approuvée en vertu de la loi sur les prisons ». Les Africains pourront être

également affectés à des travaux forcés dans des zones rurales des régions déclarées bantoues.

L'apartheid, doctrine de cet État raciste, considère que les Africains vivant dans des zones dites blanches comme des résidents temporaires, même si certains sont là depuis plusieurs générations, et doivent un jour retourner dans les bantoustans qui sont des foyers tribaux. Mais sous l'effet des luttes, le gouvernement fut contraint de reconnaître la présence des Africains dans ces zones en les autorisant notamment depuis 1976 à acheter leurs maisons à Soweto et dans d'autres cités africaines. Cette mesure a pour but de rejeter les Noirs vers les bantoustans où le chômage sévit encore plus, en faisant planer la menace de l'arrestation et des travaux forcés.

Mais aller dans les bantoustans, c'est assurément le chômage car les places sont rares. Ceux qui refusent cette solution sont maintenant passibles de prison.

● Tunisie

En une semaine, plus de 160 personnes sont passés en jugement et ont été condamnés pour avoir participé aux événements du 26 janvier. Les peines vont de deux mois à sept ans de prison. La police et la garde nationale aidées par des milices armées de matraques continuent à encercler la ville. L'état d'urgence et le couvre-feu demeurent en vigueur.

● Népal

La deuxième journée de la visite de Teng Siao-ping au Népal fut marquée par la conférence de presse du vice-Premier ministre chinois qui a déclaré avoir eu avec ses interlocuteurs une longue discussion sur les affaires du monde et notam-

ment sur la situation dans le sud de l'Asie.

Samedi à midi, devant près de 200 000 personnes, Teng Siao-ping a dénoncé l'hégémonie des deux superpuissances et s'est félicité du renforcement de la lutte des peuples. Lors d'une réception ayant eu lieu le même jour, il a déclaré : « Nous allons fermement développer la ligne révolutionnaire du président Mao, notamment en matière de politique étrangère. Nous ne rechercherons jamais une quelconque hégémonie, ni à devenir une superpuissance. Nous allons continuer à renforcer notre amitié avec les pays et les peuples du tiers monde et tous les pays qui sont soumis à une agression impérialiste afin de mettre en place un large front international contre l'hégémonie ».

Rencontre Giscard-Schmidt Les chefs des monopoles se consultent

Lundi et mardi à Paris a lieu le 31e sommet franco-allemand entre Giscard président des monopoles français et le chancelier Schmidt représentant des monopoles ouest-allemands.

Bien des choses ont changé dans les rapports franco-allemands depuis la signature, il y a quinze ans, du traité franco-allemand entre De Gaulle et Adenauer. De Gaulle avait tiré les conclusions de la coopération, fructueuse pour les bourses respectives, de la Communauté du charbon et de l'acier. Il voulait par ce traité dore une période d'antagonisme pour mettre en œuvre une politique d'alliance destinée à assurer l'indépendance vis-à-vis des USA comme de l'URSS qui s'annonçait déjà comme l'autre supergrand. En raison de son étroitesse de conception quant au développement de l'Union européenne et du fait, également, d'une certaine réticence de la bourgeoisie allemande à sortir de sa dépendance à l'égard des USA, les rapports entre les deux pays devaient pendant longtemps se cantonner essentiellement à la coopération économique avec le développement de la Communauté économique européenne.

UNION FACE AUX SUPERGRANDS

Ces échanges croissants ont cependant étroitement lié le sort des deux bourgeoisies sur le plan économique, la France et l'Allemagne devenant chacune le premier partenaire commercial de l'autre pays. Par

ailleurs, les monopoles des deux pays se sont rendus à l'évidence que leur alliance était seule capable de contrebalancer la concurrence des autres pays capitalistes tout particulièrement de cette superpuissance aux forces économiques gigantesques que sont les USA.

Enfin, la France et l'Allemagne voyaient leur sort étroitement lié également dans le domaine de la défense, de l'indépendance nationale face à une agression.

Le gouvernement français ne pouvait pas rester insensible aux impressionnants préparatifs de guerre poursuivis par l'URSS et aux troupes envoyées de façon massive en Europe de l'Est sur le flanc de l'Allemagne occidentale et à quelques centaines de kilomètres de Strasbourg.

Face aux superpuissances, les monopoles français et allemands, tout en restant concurrents avaient intérêt à s'unir pour préserver leurs profits et leur survie dans le cadre de l'indépendance.

C'est alors qu'on voyait progresser plus rapidement la construction de l'Union européenne, union de pays moyens et petits désireux de sauvegarder leur indépendance sur tous les plans face aux superpuissances. C'est du bilan de cette union que vont longuement s'entretenir Giscard et Schmidt. Ils mettront sans toute en bonne place les préoccupa-

tions de leur bourgeoisie respective quant aux moyens de préserver leurs profits face à la crise, aux difficultés de la sidérurgie et de nombreuses autres branches industrielles, tout en envisageant aussi les questions militaires, notamment les propositions faites par Giscard concernant un désarmement étendu à toute l'Europe. URSS comprise, et pas seulement à l'Europe occidentale.

COMBATTRE L'OPPRESSION DES BOURGEOISIES EUROPÉENNES

Mais l'Union européenne c'est aussi l'union des bourgeoisies pour renforcer leurs profits par l'oppression et l'exploitation accrues des

peuples européens.

On se souvient de la proposition faite à ce sujet par Giscard de créer un « espace judiciaire européen ». La honteuse extradition de Klaus Croissant, avocat allemand, assimilé à un terroriste dans son pays, montre assez de quoi il s'agirait.

Les travailleurs des deux pays devront faire preuve de vigilance et s'opposer avec fermeté aux mesures qui pourraient suivre les discussions entre Giscard et Schmidt sur ce point. Et ce n'est pas un changement de gouvernement qui pourrait modifier la situation sur ce point également, car Schmidt entretient les meilleures relations avec Mitterrand, son collègue en social-démocratie.



Dans quel camp es-tu ?

Paroles originales de Florence Reece

Approchez tous, les mineurs
J'ai des choses à vous dire
Comment not' bon vieux syndicat
a résisté au pire

REFRAIN
Dans quel camp es-tu ?
De quel côté ?
(bis)

Mon père, qui était mineur,
M'a fait jurer un jour
« Je serai au syndicat
Jusqu'à c'qu'on gagne toujours »

On dit dans la ville d'Harlan
Qu'une personne ne peut se taire
T'es soit dans le camp des mineurs
Soit tueur pour John Blair.

Vous restez là sans bouger
Mais comment pouvez-vous ?
Etes-vous un de ces vendus
Ou êtes-vous avec nous ?

Ne te vends pas aux patrons
N'écoutes pas leurs sottises,
Nous, pauvres diables, notre seule chance
C'est qu'on s'organise !

Ce chant, traduit de l'anglais, a été écrit par une femme (et fille) de mineur, Florence Reece.

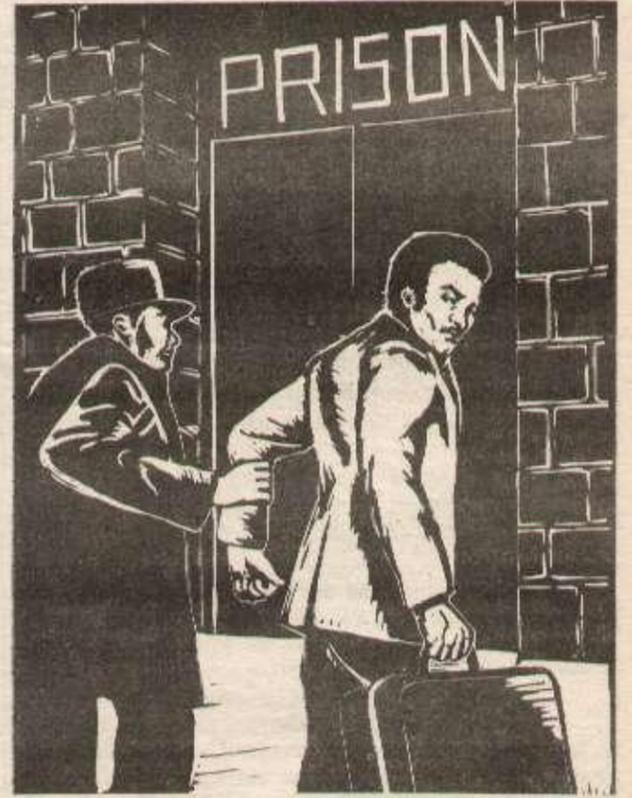
Dans le film « Harlan County », relatant la grève très violente des mineurs du Comté d'Harlan, (aux USA), en 1973, on voit cette vieille femme le chanter devant l'assemblée des mineurs et les appeler à la solidarité et à la participation active.

Cette chanson date de la grève de 1930 dans la même mine. Le patron, John H. Blair, engage alors des tueurs à sa solde et de nombreux mineurs furent assassinés.

L'organisation du syndicat était une nécessité absolue. Les paroles de cette chanson prennent alors tout leur sens et expriment avec force que l'unité des ouvriers est vitale dans leur lutte contre la bourgeoisie et son État de dictature.

A musical score for the song 'Dans quel camp es-tu?' with lyrics in French and English. The lyrics are: 'A p'p'ch' bus, les mineurs, j'ai des choses à vous dire. Comment not' bon vieux syndicat a résisté au pire. Dans quel camp es-tu ? de quel côté ?' The score includes a 'REFRAIN' section.

MARCHE SUR ARENC LE 11 FEVRIER



Le Collectif contre la prison d'Arenc a décidé une marche nationale sur la prison d'Arenc à Marseille. Un collectif de soutien et d'appel à cette marche a été constitué pour la région parisienne. Il se propose d'organiser un meeting préparatoire le mardi 7 février à 20 h 30, au 44 rue de Rennes, à Paris (6e).

Poèmes de lecteurs

Nous recevons actuellement un nombre relativement grand de poèmes. Cet intérêt de certains de nos lecteurs pour la littérature révolutionnaire et en particulier la poésie est tout à fait réjouissant. Nous essayons dans la mesure du possible de publier ceux qui nous paraissent les plus intéressants.

Aujourd'hui, nous publions deux de ces poèmes. Nous encourageons nos lecteurs à continuer de nous envoyer leurs œuvres. Nous encourageons aussi la pratique de poèmes collectifs qui doit permettre d'améliorer encore la qualité des œuvres et en particulier la qualité artistique.

Pour saluer le 3e congrès du PCMLF

1960 - C'est la rupture, c'est la scission
Le camarade Staline est mis au pilori
Nos frères algériens par milliers sont trahis
Le PCF était pourtant notre parti.

Des camarades, des communistes
Se lèvent.
Trahison ! Trahison !

1965 - Des camarades se lèvent et crient :
« Traîtres ! C'est la Révolution qui est trahie » !
Ils avaient tous des dix, des vingt ans de parti.
« Exclut ! Exclut », c'est ce que Duclos leur vomit.

Des camarades, des communistes
Se lèvent.
Trahison ! Trahison !

1967 - Des communistes se lèvent et crient
Debout prolétaires ! Relevons le défi !
C'est une aurore, un grand sursaut : c'est le Parti.
Le PCMLF à Puyricard surgit.

Des camarades, des communistes
Se lèvent.
Nous vaincrons ! Nous vaincrons !

Au Nord, au Sud, ouvriers, paysans, se lèvent et crient
Camarades, la nuit des exploités finit.
Ouvrier, paysans, une seule voix : bourgeois frémis !
Notre parti, c'est l'insurrection qui jaillit.

Des camarades, des communistes
Se lèvent :
Nous vaincrons ! Nous vaincrons !

● Marseille

Manifestation de solidarité avec le peuple tunisien

INTERDITE !

Cinq cents personnes environ étaient présentes sur les lieux de la manifestation contre le soutien qu'accorde le gouvernement français au régime de Bourguiba. Cette manifestation avait été in-

terdite.

La police a interpellé sept personnes qui ont été conduites au commissariat de police pour « vérification d'identité ».

● Venejean (Gard)

La population contre l'implantation d'une centrale

Les habitants de Venejean dans le canton de Bagnols-sur-Cèze (Gard) se sont prononcés par un vote dimanche à une très forte majorité (83 %) contre l'implantation d'une centrale nucléaire.

Ils considèrent en effet, que ce projet nuit à la vocation agricole de la commune. La centrale qui devait

être installée à St-Etienne des-Sorts, à quatre kilomètres du centre du village modifierait en effet le climat local. Cette centrale compromettrait la maturité des vignes plantées essentiellement en « Côtes du Rhône » du fait de la quantité de vapeurs d'eau que rejettent les cheminées de la centrale.



Suicide

• Cuzac, près de

Decazeville (Aveyron)

TEMOIGNAGE

Le vendredi 20 janvier, Christian s'est suicidé. Voici le texte que sa sœur a lu le jour de ses obsèques devant de nombreux travailleurs de bassin de Decazeville.

C'est la société capitaliste qui a suicidé Christian. Je me souviens de nos départs pour l'école bras dessus, bras dessous, Christian, Daniel et moi.

Je me souviens aussi des bonnes parties de rigolades qui faisaient que l'on s'aimait comme frères et sœurs. A l'âge de 18 ans, Christian commence à travailler à St-Martin-de-Bouillac comme ouvrier.

L'armée l'envoya alors à l'hôpital psychiatrique où on en fabriqua un malade mental, dans des conditions de vie moyennes, c'est ça aussi un autre aspect de l'armée au service de la bourgeoisie.

Mais lors de sa dernière visite chez le médecin, celui-ci ne trouva rien de mieux que de lui proposer d'aller soignant en « maison de repos ».

De là, son départ pour l'armée dans un bataillon commando.

Au bout de trois mois, les choses ne vont plus, traité comme un chien lorsque ses jambes le laissent aller, on le relevait à coups de pieds, et même on le frappait jusqu'à l'inconscience.

C'est ça aussi l'armée : « Marche ou crève », n'a-t-elle pas le droit ignoble de perdre 7 % des effectifs d'appelés ?

Pour Christian, il n'en était pas question, il en connaissait la souffrance et les conséquences.

Je voudrais signaler que l'emploi qu'il occupait dernièrement était de charger des caisses de bouteilles, pour un salaire dérisoire, sa femme ne travaillait pas pour cause de maladie, vient de se voir supprimer les indemnités journalières, elle n'a plus actuellement que l'aide publique.

Comment peut-on réagir dans de telles conditions ? Par un suicide dont la société capitaliste porte l'entière responsabilité.

Et je voudrais ajouter que Christian n'est pas le seul à Decazeville par suite d'une situation d'emploi dont la bourgeoisie fait supporter les conséquences dramatiques aux travailleurs et à eux seuls.

• Fonderie du Trégor-Guingamp

« On n'accepte pas les licenciements sans broncher »

Depuis le 20 janvier, les quatre-vingt ouvrières et ouvriers de la Fonderie du Trégor sont donc licenciés. Depuis le lundi 23, ils occupent l'usine et organisent leur lutte et la solidarité de tous les travailleurs sur Guingamp. Le 28 janvier nous étions 200 dans les rues à crier : « Le Trégor veut vivre, le Trégor vivra ! »

Décidé le lundi 23 janvier en assemblée générale, l'occupation même si elle reste symbolique (cinq ouvriers sont de permanence à tour de rôle) marque un coup d'arrêt au sentiment de « fatalité » des licenciements.

Les ouvriers le disent nettement : « Ce n'est pas de notre faute si l'usine est en faillite, nous, on a bossé dur, c'est la faute des patrons ». D'autres disent : « Si les profits avaient été pour nous, notre usine serait un palace ».

L'occupation est d'une importance primordiale, elle permet d'empêcher le syndicat de liquider les stocks qui s'élevaient à 300 millions d'anciens francs ! de vendre les machines. Elle permet de faire pression pour que les travailleurs obtiennent leurs indemnités, pour certains qui sont là depuis 1941 ou 1944, et qui en sont à leur deuxième licenciement collectif, ça fait un paquet. Mais aussi, la grande majorité des ouvriers espèrent qu'on ne va pas en rester là et qu'il faut que la boîte rede-



marre car par question de trouver du boulot ici avec 2 500 chômeurs.

Cette aspiration à avoir du boulot pour tous, on la sent quand les ouvriers font visiter l'usine. Ils en expliquent le fonctionnement, connaissent tous les postes, montrent les qualités spéciales du matériel.

Ils disent que l'usine doit tourner et que ce sont les patrons qui l'ont liquidée pour pouvoir placer leurs billes ailleurs.

Le 28 janvier, a eu lieu la première manifestation de solidarité à l'appel de la

CGT et de l'UL-CGT. Bien que ne regroupant que 200 personnes, elle avait un caractère combatif. On peut regretter que la mobilisation n'ait pas été plus importante, la CFDT ayant proposé de s'associer à la manif.

De nombreux tracts ont été distribués en ville, et les articles des journaux contribuent à faire connaître la situation, mais aussi propagent des illusions (ex : sur les 90 %).

Une offensive d'envergure des partis bourgeois de gauche, PCF, PS et UDB a lieu vers la fonderie, à

coups de communiqués, de tracts et de journaux, les futurs candidats apparaissent comme des sauveurs, le PCF ira en parler au préfet, d'autres font des discours qui puent la récupération politique.

Le PCF écrit même sans fausse honte dans « Bretagne nouvelle » : « Dans la dernière période, François Leizour (maire PCF de Guingamp) est intervenu avec les métallos de la fonderie du Trégor lors de leur mouvement de grève pour l'obtention de la 2e partie du 13e mois et le maintien de l'emploi. Satisfaction fut obtenue sur le 1er point ».

Comme si ce n'était pas par leur lutte que les ouvriers avaient obtenu satisfaction ! Il ne faut tout de même pas inverser les rôles.

Et puis il y a l'éternel, « votez pour moi dès le premier tour et tout sera changé ». Des promesses, encore des promesses et jamais d'acte. Si vraiment le PCF voulait le changement, il y a longtemps qu'il aurait dû lancer la lutte à la Fonderie et mobiliser la classe ouvrière. Mais non, on préfère aller voir Marchais à St-Brieuc, là on trouve du monde.

Sans oublier une petite photo des candidats députés avec les délégués de la Fonderie pour bien montrer qu'on s'occupe de l'affaire. La seule voie contre les licenciements, c'est celle de la lutte de classe indépendante des magouilles des partis bourgeois.

« Occuper les usines, bloquer les stocks, manifester, utiliser toutes les possibilités légales ou illégales pour imposer un rapport de force favorable : il n'y a pas d'autre moyen de gagner ».

Solidarité avec les travailleurs de la fonderie du Trégor.

Correspondant Guingamp

La loi Veil sur l'avortement et la contraception

Continuer la lutte

Dimanche 5 février à Paris se tenait un meeting organisé par les organisations du Mouvement des femmes (MLAC, Groupes femmes, Choisir, URP, CFDT...)

Pourquoi reparler de ce problème maintenant alors qu'une loi a été votée pour l'autoriser ?

Tout simplement par ce que cette loi n'a été votée que pour cinq ans et peut donc être remise en question à tout instant ; parce que trop d'hôpitaux n'acceptent pas de pratiquer des avortements, parce qu'il n'y a pas de personnel ; donc on voit se multiplier actuellement les avortements clandestins et on ressort « les aiguilles à tricoter ».

D'autre part, cette loi est restrictive : mineures et femmes immigrées ne peuvent en bénéficier.

Trop de médecins mettent en avant la clause de conscience qui ne les oblige pas à pratiquer l'avortement. Par contre, d'autres

se font de rondets bénéfiques sur « le ventre des femmes ».

Au niveau de la contraception, une intervenante rappelait que seulement 25 % des femmes prennent la pilule, et que la contraception est tellement déniée que les femmes n'osent se prendre en charge sur ce plan.

La loi Veil n'a été obtenue que parce que les femmes avaient su se structurer dans le mouvement, dans des organisations comme le MLAC, les groupes de quartier... pour prendre en main tout ce qui concerne l'avortement, la contraception et la sexualité des femmes.

Aujourd'hui, les organisations des femmes dénoncent cette même loi Veil

restrictive, non-appliquée, font le constat aussi du ralentissement actuel de mouvement des femmes qui, en isolant les problèmes d'avortement, de contraception et de la sexualité, ne les ont pas assez rattachés aux conditions de double exploitation des femmes dans une société capitaliste comme la nôtre. Abandonner la bagarre après le vote de la loi, cela revenait à faire confiance et à s'en remettre au pouvoir capitaliste.

Un chirurgien-dentiste de Lille qui va passer en procès pour pratique d'avortements et une militante du MLAC d'Aix-en-Provence nous ont fait envisager qu'une pratique de l'avortement et une information de masse sur la contraception, sont déjà et pourraient encore être étendus au-delà du corps médical et être assumés directement par les intéressées elles-mêmes (exemple du MLAC d'Aix). Une intervenante devait



déclarer à ce sujet : « L'oppression spécifique que subissent les femmes exige la prise en charge par celles-ci de leur lutte au sein d'un mouvement autonome de femmes, qui s'inscrit dans le combat pour le socialisme : car il ne peut y avoir de socialisme sans libération des femmes, il ne peut y avoir de libération des femmes sans socialisme ».

Ce meeting a fait progresser la connaissance sur la situation des femmes en France capitaliste et montre la voie d'une prise en main toujours plus grande des problèmes spécifiques des femmes par elles-mêmes, mais, avec une conscience politique plus grande

• Benoto-Bethune

Le tribunal refuse de faire évacuer

Le tribunal de Béthune, (Pas-de-Calais) a refusé de faire évacuer l'usine « Benoto », occupée par ses salariés depuis sa mise en liquidation en mai dernier.

Le tribunal qui a statué vendredi répondait aux nouveaux patrons de la société (rebaptisée Benoto-International) qui lui demandaient de faire appliquer un jugement du tribunal de commerce datant d'août 1977.

Mais depuis, ce jugement, l'ancien PDG M. Roland Argot, 55 ans, a été placé en détention provisoire par le juge Patrice de Charette et inculpé de « banqueroute simple, abus de biens sociaux, abus de confiance et infraction à la loi sur les sociétés commerciales » ainsi que, pour sa participation à l'attaque d'un piquet de grève, de « complicité de coups et blessures volontaires, complicité de violences avec préméditation et port d'arme, arrestation et séquestration arbitraire ».

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

LORIENT

SAMEDI 11 FEVRIER - PALAIS DES CONGRES

Rassemblement régional DE L'HUMANITE ROUGE

13 heures 30 : informations, débats...
16 heures : meeting :
- Luttes ouvrières et paysannes
- Intervention centrale par Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal.
- Présentation des candidats de « L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne » de la région Bretagne.

Le parti socialiste démocrate

«Ni pour l'un ni pour l'autre bloc politique»

Les candidats du Parti socialiste démocrate se maintiendront au second tour partout où cela leur sera possible et en aucune manière ils ne se désisteront pour l'un ou l'autre des blocs politiques a déclaré Eric Hintermann, président du PSD au cours d'une réunion publique samedi matin à Mans.

Le PSD refuse « l'aven-ture du Programme Commun », mais n'accepte pas non plus l'internationalisation du capitalisme » proposée par les partis de droite, a poursuivi Hintermann.

Le PSD présentera une centaine de candidats aux élections de mars.

«Ceyrac

ne fait pas de politique»

François Ceyrac, le patron des patrons, a déclaré à l'AFP : « Notre opposition au Programme commun n'est dictée par aucun sectarisme ni par aucun a priori politique. L'appartenance des hommes à tel ou tel parti nous importe peu. C'est leur programme

économique qui compte pour nous ».

En vérité, la politique qui l'intéresse, c'est celle des monopôles. Il n'est pas le seul dans ce cas-là ! Pour la droite, il s'agit de les conserver, pour la fausse gauche, de s'en emparer.

Le franc toujours en baisse

Le franc français connaît actuellement une baisse de valeur sur tous les marchés des changes européens et des États-Unis. A noter d'ailleurs que le dollar américain, lui aussi, continue de s'effriter. Les interventions de la Banque de France, pour freiner le mouvement de baisse, sont impuissantes à résoudre le problème et risquent surtout d'accroître l'inflation, c'est-à-dire la paupérisation des masses laborieuses.

1976 (1), date à laquelle « le gouvernement s'est engagé dans la voie de l'assainissement et du redressement économique et financier » ! « Il faudra, le moment venu, y ajouter des moyens appropriés pour défendre la monnaie contre la spéculation », a-t-il poursuivi.

Quant à sa conclusion, elle est du même type que l'autosatisfaction continue de Barre, avec un zeste de cynisme : « Que l'on fasse confiance à ceux qui gèrent sainement l'économie nationale et le franc retrouvera sa vigueur » !. On croirait lire un conte de la fée carabosse !

L'HUMANITE ROUGE BIMENSUEL No 24 EST PARU

Le No 24 du bimensuel « Humanité rouge » est paru. Au sommaire, entre autres : Appel aux travailleurs, du 3e congrès du PCMLF - Campagne unitaire des marxistes-léninistes : pas de désistement - Rennes : des milliers de travailleurs qui ont quitté la terre - Argentine : Marchais et Videla risquent de déchanter - PC italien : le pouvoir à tout prix - Bolivie : une éclatante victoire sur le fascisme - Editorial ouvrier : la CGT a bien changé - Projet Gamin : nos enfants en fiche - Le « Cinéma chinois » par Régis Bergeron - «Mémoires d'extrême-Asie» par Etienne Manac'h.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France

Salue et soutient la grève des postiers

Le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France, réuni en session ordinaire, tient à saluer le mouvement revendicatif actuellement engagé par les postiers.

Les postiers ont raison de recourir à la grève « tous ensemble et en même temps » pour exiger la réintégration de leur camarade François Llamas, vacataire au centre de tri Créteil-CTA, arbitrairement licencié.

A l'occasion de cette lutte dont l'ampleur ne cesse de se développer, les postiers entendent obtenir, pour tous les vacataires embauchés au titre du plan Barre, une embauche définitive débouchant sur une titularisation. Actuellement, ces vacataires sont payés 1 300 F par mois et travaillent 120 heures. Ils ne bénéficient d'aucun des avantages des postiers, acquis après de dures luttes. A terme, quand leurs contrats seront terminés, ils seront « remerciés », (fin juin 1978).

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France soutient résolument ce mouvement revendicatif qui s'inscrit dans la lignée de la grande grève de 1974 qui commença le 17 octobre et se termina le 6 décembre. Cette grande grève ne déboucha pas sur une victoire des postiers, par suite des honteuses compromissions des directions syndicales qui encouragèrent, de fait, l'administration et le gouvernement à ne pas céder.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France considère qu'il est d'importance pour les postiers de s'en tenir pour eux-mêmes et la satisfaction de leurs revendications, à l'esprit de « compter sur ses propres forces », esprit illustré déjà en

1974 par le mot d'ordre « Nous n'aurons que ce que nous prendrons ». Il est d'importance aussi qu'ils exercent le contrôle étroit sur les discussions menées par les dirigeants syndicaux afin que leurs justes revendications soient exprimées et défendues dans leur intégralité et non noyées dans un fatras de revendications catégorielles qui divisent les postiers.

L'approche des élections législatives va être le prétexte pour les dirigeants des partis de gauche de tenter de canaliser ce juste mécontentement et de le transformer en un soutien à leurs positions politiques.

C'est ce qu'ils avaient déjà fait au cours de la grande grève de 1974, appuyés par les directions syndicales. Qui ne se souvient de ces petites phrases du genre : « Ah ! Si on avait mieux voté en mai, on n'en serait pas là ».

C'est pour cette raison que les postiers doivent veiller à ce que leur juste lutte ne soit pas récupérée par les dirigeants des partis de gauche à des fins électoralistes, contre les travailleurs. La juste satisfaction des revendications des postiers ne dépend pas des urnes, mais de leur « unité à la base et dans l'action ».

Le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle ses militants et tous les travailleurs à soutenir totalement la grève des postiers.

Le 4 février 1978
Le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France

La décision des postiers

Faire grève à un mois des élections

Qu'à un mois des élections législatives, des travailleurs (ceux des PTT) se mettent en grève est un fait d'une grande importance politique.

La grève avec occupation du centre de tri de Créteil a servi de détonateur. De détonateur à la lutte contre le plan Barre et concrètement contre les mesures « pour l'emploi des jeunes » par lesquelles le gouvernement espérait abaisser artificiellement le nombre des chômeurs jusqu'en juin 78.

L'embauche de vacataires, les contrats jeunes-emploi sont autant de mesures qui permettent de dégrossir les chiffres du chômage, de donner aux jeunes l'illusion d'avoir du travail, de donner au pays l'illusion que le gouvernement nous fait sortir de la crise.

Mais ces mesures n'ont trompé personne. Il s'agissait d'employer 5 000 non-titulaires aux PTT, 3 000 aux Finances, 2 000 à l'équipement, 1 600 à la Culture, 1 000 à la Justice, 1 800 aux Affaires sociales, etc.

Sécurité de l'emploi, passé le temps du contrat ? Aucune. Horaires : 120 heures mensuelles. Salaire ? 1 300 F par mois. Aucun des avantages sociaux des autres travailleurs. De telles conditions d'embauche temporaire ne pouvaient tromper personne.

La grève des postiers, vacataires et titulaires est donc un refus catégorique de se laisser prendre à la démagogie électorale de Barre : non, nous ne reférons plus confiance à ce gouvernement pour sortir de

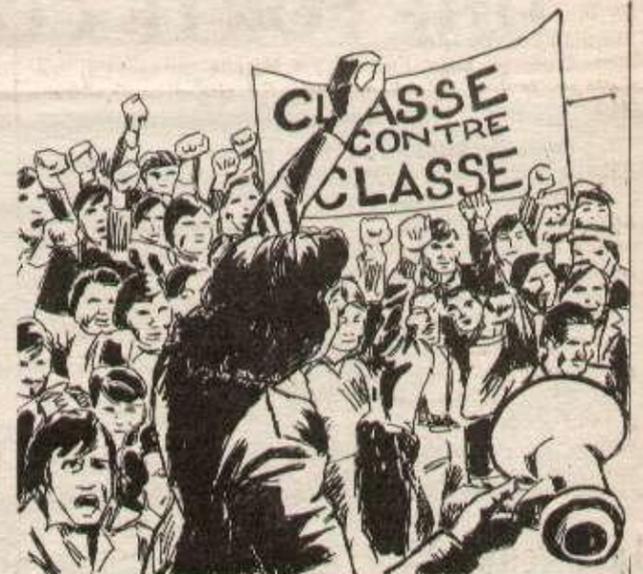
la crise et de l'austérité. La crise, c'est eux qui en sont responsables. L'austérité, c'est eux qui l'organisent.

Bien sûr, les directions syndicales qui ont appelé à la grève ont une idée bien précise derrière la tête. Leur objectif, ce sur quoi ils basent profondément leur politique, c'est la victoire de la gauche aux élections. Séguy et Maire le disent de façon ouverte.

Mais, quoiqu'il en soit, la grève des postiers prouve une chose : au fond, ce n'est pas dans la victoire de la gauche en mars que les travailleurs des postes mettent, eux, leurs espoirs. Sinon, ils auraient attendu cette échéance. Ils auraient fait « l'économie d'une grève ». Leur réponse a été tout le contraire : la grève. C'est un signe important.

Nous avons eu souvent l'occasion, dans nos colonnes, de montrer concrètement que de plus en plus de travailleurs et de travailleuses, de jeunes intellectuels ou de militants d'associations diverses ne plaçant plus, au fond leurs espoirs de changement dans la droite ou la gauche.

En se mettant en grève à un mois des élections, les postiers viennent de montrer, d'une certaine manière, que ce n'est pas fondamentalement de ces élections qu'ils attendent la satisfaction de leurs revendications mais de la lutte de classe.



LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

LES QUARTIERS NORD DE MARSEILLE

Une population essentiellement ouvrière

Les quartiers nord de Marseille comprennent les 14e, 15e et 16e arrondissements. Ils représentent une population essentiellement ouvrière, d'environ 200 000 habitants.

Profitant des moyens légaux que leur offre la bourgeoisie, les militants de l'« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne » envisagent cette période électorale comme un temps au cours duquel ils pourront expliquer la nécessité de la révolution prolétarienne, renforcer leurs liens avec la classe ouvrière et apprendre auprès d'elle.

Dans une circonscription où les élus du PCF sont presque tout le temps élus dès le premier tour, ils expliqueront patiemment aux sympathisants et adhérents de base du PCF ce qu'est devenu réellement ce parti. Ils rappelleront les leçons de l'histoire et les acquis du PCF au temps où il était encore le parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Les candidats de « l'Union ouvrière

et paysanne pour la démocratie prolétarienne », soutenus par le PCMLF et le PCR ml, souligneront que la seule perspective est la destruction du système capitaliste et son remplacement par la société socialiste, par la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie.

TROIS AXES APPUIERONT CETTE LUTTE POLITIQUE

1) *Les licenciements et le chômage.* Depuis plusieurs années les quartiers nord de Marseille sont touchés par la crise capitaliste : fermeture d'usines, réduction du personnel, réduction d'horaire, se manifestent presque tous les jours.

Le plan Barre ici on connaît, et on

en subit tous les jours les conséquences.

Les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne dénoncent tous ces méfaits, ils montrent que la seule voie est la voie de la lutte, le refus de tout licenciement la solidarité d'usine à usine, d'usines à quartier.

2) *Les conditions de vie.*

Grands ensembles, cités-dortoirs, manque d'équipements collectifs (crèches, stades, un seul lycée pour plusieurs arrondissements...) transports mal desservis. Les habitants de ces quartiers font l'expérience quotidienne que l'exploitation capitaliste ne se limite pas à l'usine mais s'étend dans tous les aspects de leur vie. La municipalité « socialiste » montre tous les jours son mépris pour les travailleurs et sa nature bourgeoise, ce qu'est le prétendu socialisme de Defferre.

Nous soutenons les revendications des habitants et des jeunes qui refu-

sent d'être parqués. Nous appelons à ce que les habitants prennent en main leurs revendications et comptent d'abord sur leurs propres forces. C'est ainsi que des victoires sont possibles.

3) *L'unité de la classe ouvrière.*

Beaucoup de travailleurs immigrés habitent les quartiers. Plusieurs crimes racistes ont eu lieu. Et quelques cités-ghettos pour immigrés continuent d'exister.

Nous donnerons la parole à tous ceux que l'on n'a pas l'habitude d'entendre : les jeunes, les immigrés, les simples ouvriers.

Les marxistes-léninistes populariseront leurs points de vue, leurs propositions, mais sauront écouter les travailleurs, les ménagères... confronter leur combat avec celui des autres exploités. Car c'est par le combat de tous les exploités, de la classe ouvrière et de son parti, que le capitalisme et tous les bourgeois de droite comme de gauche seront balayés.

UNE FORTE CONCENTRATION D'ENTREPRISES



Au cours de la journée « portes ouvertes », à l'usine Griffet, le 1^{er} mai 1976.

C'est dans les quartiers nord qu'il y a la plus forte concentration d'entreprises industrielles et commerciales :

— Réparations navales, avec le groupe Tenin, la SAM, Sud-Marine, la SNEF...

— Industries métallurgiques, avec les Tréfileries et Laminiers de MEDIT, avec Griffet...

— Industries alimentaires, avec la Générale Sucrière Saint-Louis...

— Entreprises commerciales, Carrefour...

Ces gros secteurs employaient des milliers de salariés : le groupe TENIN 4 200, 2 200 à la SPAT, 950 aux Ateliers Provençaux, 700 à Sud-Marine, 350 à la SAM...

Mais aujourd'hui que reste-t-il ?

Pour faire face à la crise et accroître leurs profits,

les patrons n'hésitent pas à fermer leurs usines et à licencier des milliers de travailleurs : Griffet 400 ouvriers licenciés en 1975, Salador 300 employés, Noël et Pellegrini, Alu-Suisse...

Le principal secteur d'activité, la réparation navale, licence : 400 licenciements chez TENIN, 106 à Sud-Marine, 204 à la Spat, 79 aux Ateliers provençaux...

Un an de lutte chez Griffet

Devant ces licenciements, des luttes ont éclaté, des ouvriers ont occupé leur usine. Ainsi, chez Griffet, le combat s'est prolongé pendant plus d'une année, les travailleurs unis à la base et dans l'action ont mené de multiples actions contre leurs licenciements et pour faire connaître leurs luttes. Ils se sont heurtés à l'ap-

pareil du PCF qui voulait étouffer leurs luttes et les mettre sous sa tutelle. Les travailleurs ont répondu par une plus grande unité à la base. Sentant la nécessité de ne pas rester isolés, ils ont joué un rôle important dans la création de la « coordination nationale des luttes ouvrières », dont la première pierre fut posée lors de la journée « portes ouvertes » du 1^{er} mai 1976 à Griffet, avec la participation des travailleurs de Caron-Ozanne de Caen, du Foyer Lou Cantou de Montpellier, d'Idéal-Standard...

Dans la réparation navale

Depuis maintenant huit mois, un plan de restructuration est mis en place dans la réparation navale, qui a eu pour effet une

première vague de licenciements. Mais il n'y a pas eu une riposte de masse, pourquoi ?

Dans ce secteur, la CGT est la seule centrale syndicale, certains responsables syndicaux contrôlent même certaines activités du groupe (par exemple la sécurité !). Tenin, l'ex-patron, est très lié aux partis dits de gauche. Ceci explique l'attitude

démobilisatrice des dirigeants syndicaux, qui négocient les licenciements au lieu de les combattre. Les travailleurs de chaque entreprise du groupe sont soigneusement isolés les uns des autres.

Pourtant, la victoire est possible, comme le montre le recul du patronat à l'usine de la SAM (groupe Tenin). Les travailleurs (et la

section CGT) ont mené toute une série d'actions. Au départ, 54 licenciements étaient prévus, finalement onze ont eu lieu mais il s'agit de onze ouvriers qui pour des raisons personnelles acceptaient de partir. En suivant le juste mot d'ordre « Non à tout licenciement », tous les autres licenciements ont été supprimés.

Candidat de Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Henri Mandrille

38 ans, marié, père de deux enfants, petit-fils d'ouvrier immigré italien.

C'est en 1968, à la faculté, qu'il découvre la nécessité du combat révolutionnaire et la trahison des dirigeants syndicaux et du PCF. Il adhère au PSU et prend lentement conscience de l'aspect réformiste de cette organisation. A l'intérieur du PSU, il participe au courant de la Gauche révolutionnaire.

En 1971, il est embauché à l'école d'éducateurs de Marseille comme formateur.

Délégué syndical de sa section, il se bat avec d'autres camarades pour donner à la lutte syndicale un caractère de classe et pour développer une solidarité avec les éducateurs en formation.

Membre du conseil syndical départemental, il défend la conception d'un syndicat de classe et de masse au service des travailleurs en lutte.

Soucieux de se lier à la

classe ouvrière, il participe activement à l'union locale de son quartier dont il devient membre du bureau. Partout, il défendra et mettra en pratique la démocratie syndicale et les intérêts de classe des travailleurs.

Son employeur, rapidement, essaiera par divers moyens de le licencier. Plusieurs tentatives auront lieu de 1972 à 1975. C'est le 31 décembre 1975, avec la complicité du ministre Durafour, qui accepte son licenciement, alors que l'inspecteur du Travail l'avait refusé, que l'employeur réussit son coup. Durant plusieurs mois, une lutte s'engage, qui va se caractériser par sa dureté, la popularisation et une solidarité importante.

Après son licenciement, sur la base de son expérience de l'union locale où il avait appris auprès des ouvriers, et de sa volonté de lutter là où la lutte de classe est la plus importan-



Henri Mandrille, lors d'un sketch dénonçant l'interim.

te, il décide de rejoindre la classe ouvrière dans la production. Il travaille un an comme OS dans une usine et entre en FPA.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

La vie quotidienne de familles ouvrières de Marseille

Les deux exemples ci-dessous ne sont pas des situations exceptionnelles, c'est la vie quotidienne des familles ouvrières qui ont un faible salaire.

La bourgeoisie, à travers sa presse, sa télé veut nous faire oublier que la peur du lendemain, des fins de mois, la classe ouvrière les vit quotidiennement.

* Quatre enfants, le mari trois fois licencié, repartir de zéro à chaque fois... Plus de trente ans de travail, un salaire à peine supérieur à 2 000 F.

Le grand fils fait quelques dettes et c'est le loyer qu'on ne peut plus payer pendant plusieurs mois. La fin d'année arrive avec le complément des charges et c'est 9 000 F au total que l'on doit aux HLM.

Deux enfants malades, le mari malade, les menaces d'expulsion.

Alors on se prive... on refuse, par dignité, qu'une tutrice vienne gérer son budget.

L'épouse se met au travail et le retard se rattrape petit à petit. On demande une mutation d'appartement aux HLM.

Ceux-ci répondent par le chantage : « Finissez d'abord de payer votre retard ». On se serre un peu plus la ceinture, on a un peu plus de soucis, on ne dort pas la nuit, mais on y arrive... et c'est le refus des HLM. C'est alors l'élu socialiste, qui se charge de vous, qui vous trouve un appartement. Une pensée pour lui, sous forme de bulletin de vote, lui montrerait votre reconnaissance !

A Marseille, les HLM ne sont plus donnés par l'office, mais ils sont répartis entre les élus et ce sont eux qui les distribuent !

* Trois enfants, le mari est ouvrier dans une imprimerie, il perd son emploi... Difficile de retrouver du travail à 50 ans... Comment refuser une place de vendeur : salaire inférieur à 2 000 F... On ne s'en sort pas... On complète par un enfant que l'on prend en garde à la maison... On est tout le temps sur la corde raide... Une paire de lunettes à changer (la Sécurité sociale ne rembourse presque rien), c'est un gros problème. En août, la grand-mère est morte, je n'ai pas pu payer mon loyer de mois-là... Six mois après, l'équilibre financier n'est pas encore tout à fait rétabli.

Nous avons reçu du PCMLF un certain nombre de résolutions issues de son IIIème Congrès. Malheureusement à l'heure de remettre la copie, nous n'avons pas celle concernant les travailleurs immigrés qui devait faire suite à la page sur la position des partis bourgeois vis-à-vis des travailleurs immigrés. Nous la publierons dès sa réception. Comme nous avons reçu celle concernant l'autocritique publique du IIème Congrès du PCMLF, nous la publions de suite.

L'essentiel des résolutions sera publié dans le bimensuel No 25 (du 16 février)

Autocritique du PCMLF concernant son IIe Congrès

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France fait son autocritique des erreurs commises lors de son 2e congrès en 1975. En tant que parti de la classe ouvrière, il est de sa responsabilité de rendre compte devant les travailleurs de la ligne politique qu'il a suivie, quelles que soient les erreurs graves commises.

Il se démarque ainsi fondamentalement du PCF, parti révisionniste, qui ne fait jamais d'autocritique sérieuse et publique.

La pratique de l'autocritique est un des critères par lequel on reconnaît le caractère authentiquement communiste d'un parti. C'est l'un des critères les plus sûrs pour juger si un parti est sérieux et s'il remplit ses obligations envers la classe ouvrière et les masses laborieuses. C'est une méthode de pensée et d'action dans laquelle les critiques des travailleurs tiennent une large place. Cette autocritique renforce le niveau politique et idéologique de notre parti et doit renforcer la confiance de la classe ouvrière dans son parti.

Dans une situation politique marquée par la rivalité des deux superpuissances, par les dangers de guerre, conséquences de cette rivalité, qui pèsent sur notre pays, par les menaces du social-impérialisme, puissance la plus agressive, le PCMLF, dans sa volonté d'arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne, a commis de graves erreurs :

— Il a déclaré arbitrairement, en 1975, que la guerre que préparent effectivement les deux superpuissances était imminente.

— Il n'a vu alors dans le PCF qu'un agent direct de l'URSS.

— Mais, plus grave, il a préconisé par son programme, de centrer l'essentiel de son combat contre les superpuissances. Ainsi, il ne prenait plus comme cible principale de son combat l'ennemi qu'affrontent quotidiennement la classe ouvrière et tout le peuple : la bourgeoisie exploiteuse.

Et même sous des prétextes patriotiques abstraits, il a préconisé, plus ou moins ouvertement, une alliance avec la bourgeoisie pour défendre l'indépendance nationale ; ce qui revenait à appeler la classe ouvrière à se mettre à la remorque de son ennemi principal.

Cela l'a conduit à adopter une attitude hésitante face à des luttes justes contre la politique nucléaire de la bourgeoisie ou bien celle des paysans du Larzac, etc.

Cela l'a conduit aussi à développer dans les

entreprises une ligne sectaire dont la cible essentielle était la CGT et le PCF.

Au moment où les soldats luttèrent sur de justes revendications, il ne les a pas soutenues, sous prétexte qu'elles étaient impulsées par les trotskistes et utilisées par les révisionnistes.

Ces erreurs portaient une très grave atteinte à la ligne du PCMLF. Elles ne dominèrent que quelques mois et furent rapidement rectifiées. Si elles avaient persisté, elles auraient conduit, à brève échéance, à la mort du parti ou à sa transformation pure et simple en formation politique bourgeoise.

Constater des erreurs n'est pas suffisant. Pour en éviter le retour, il faut en rechercher les causes, les racines. Tout d'abord, disons que le PCMLF ne partait pas des réalités concrètes de notre pays à cette époque. Ses analyses prenaient-elles pour base les faits concrets ? Non ! Il bâtissait des hypothèses à partir des imaginations de ses militants. Il avait abandonné la méthode d'analyse scientifique propre au prolétariat qu'est le matérialisme dialectique pour lui substituer la métaphysique, méthode de pensée propre à la bourgeoisie. Ce qui régnait à ce moment-là dans ses rangs, ce n'était pas le point de vue du prolétariat, mais celui de la petite-bourgeoisie. Surestimant la force et l'influence du révisionnisme, cela révélait un manque de confiance dans les capacités révolutionnaires des larges masses de la classe ouvrière et des peuples du monde.

En toutes circonstances, la force fondamentale sur laquelle s'appuie le PCMLF, celle qui lui donne sa raison d'être, c'est la classe ouvrière. La classe ouvrière ne peut et ne doit jamais accorder la moindre confiance à la bourgeoisie, dont les intérêts sont radicalement opposés aux siens.

Par son mot d'ordre « Classe contre classe », le PCMLF indique que l'axe fondamental de son activité, c'est le développement et le renforcement de l'indépendance politique, organisationnelle et militaire du prolétariat face à la bourgeoisie.

En s'appuyant sur le point de vue de la classe ouvrière, le PCMLF appelle tous les travailleurs :

— 1) A lutter contre la bourgeoisie monopoliste, ennemie principale.

— 2) A rejeter le révisionnisme et le réformisme.

— 3) A lutter contre les deux superpuissances qui préparent la guerre, en particulier la plus agressive : le social-impérialisme russe.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

ETRE VIEUX DANS LA FRANCE CAPITALISTE

Les élections législatives approchent à grands pas. Chaque état-major des partis politiques de droite et de gauche fourbit ses armes. Pas un seul petit bout de terrain qui reste inoccupé. La chasse aux voix est ouverte.

Alors il est temps pour ces beaux messieurs de nourrir une grande sollicitude intéressée à l'égard de ce qu'ils appellent tous pudiquement les personnes du 3e âge. « Les vieux », voilà comme chacun les appelle dans la rue, quand il en voit passer un, le dos courbé, marchant difficilement et rasant les murs pour ne pas se faire remarquer.

Les vieux, ils sont près de 9 millions dont plus de la moitié ne gagne pas le SMIC.

L'espérance de vie des vieux

On appelle communément « espérance de vie », la durée moyenne de la vie de chaque personne. Les vieux ne représentent pas une couche sociale homogène. Les contradictions de classe existent. Les vieux bourgeois peuvent se payer des bonnes, ou des maisons de retraite agréables ou bien ils voyagent. Les vieux prolétaires vont dans les hospices, dans les vieux quartiers. Ils attendent la mort comme un soulagement pour certains d'entre eux.

L'espérance de vie des professions libérales (médecins, avocats, juges, patrons de tous ordres) est de 72 à 74 ans, elle n'est plus que de 68 à 70 ans pour les employés, 59 à 62 pour les manœuvres. A 75 ans, 33 % des manœuvres et 57 % des instituteurs sont encore en vie. A 67 ans, moins de 57 % des manœuvres sont encore en vie.

Le capitalisme est passé par là. Le travail à la chaîne, les 3 X 8, les transports, les repas de mauvaise qualité dans les cantines d'entreprise, les maladies professionnelles font des ravages dans les rangs des prolétaires et bien peu d'entre eux atteindront les 75 ans.

L'attitude des partis de la majorité vis-à-vis des vieux

Face à cette horrible réalité, à ces chiffres effrayants de mortalité chez les vieux prolétaires, que font les partis politiques bourgeois ? D'abord, examinons ceux qui sont actuellement au pouvoir, toutes tendances confondues puisqu'ils exercent le pouvoir conjointement.

En premier lieu, tous ces messieurs s'opposent féroce à une loi ramenant l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes. Ceci, paraît-il, désorganiserait la production, le marché du travail, multiplierait les « inactifs ». Voilà pour le moins une position scandaleuse qui frise l'indécence et la malhonnêteté. Mais ne sont-ce pas là les vertus dont se pare la bourgeoisie ?

La politique du patronat pour dégonfler les statistiques du chômage, éviter de payer les 90 % pour les licenciements pour raison économique, pour ne pas réemployer certains travailleurs, les plus âgés, a été d'abaisser l'âge de la pré-retraite à 56 ans 8 mois dans la sidérurgie (Usinor-Thionville). A cet âge-là, on n'est déjà plus rentable d'après les maîtres des forges et autres gros manitous capitalistes.

Mais nos bourgeois savent ce que démagogie veut dire. Ainsi, en 1971, le 31 décembre 1971 plus exactement, était adoptée la fameuse loi Boulin sur la pré-retraite à 62 ans pour ceux dont la santé était défaillante ou qui souhai-

taient partir. La même loi prétendait revaloriser le montant des pensions en évitant soigneusement de dire que celles et ceux qui étaient partis avant 1960 ne bénéficieraient d'aucune revalorisation puisqu'ayant cotisé à partir de 1910, alors que la loi Boulin ne reconnaît que les cotisants à partir de 1930 (régime général de la Sécurité sociale et caisses de retraite affiliées à cet organisme).

Et puis, voici les perles de la générosité qui brillent au milieu des immondices de la société capitaliste. Voilà Mme Pompidou et sa fondation s'occupant des vieux avec un dévouement magnifique, allant les visiter, les reconforter. Elle peut payer avec les actions qu'elle possède dans les chaînes de grands magasins. Mais cette politique est insidieuse. Les gens ont l'impression qu'on s'intéresse à eux, qu'on les tire de la misère... Charlatanisme ahurissant de la grande bourgeoisie qui essaye de faire oublier que c'est elle qui est à l'origine de la misère physiologique et morale

des vieux travailleurs.

Autre charlatanisme électoraliste, c'est Giscard à Lyon qui invite dix mille vieux à un banquet, leur offre un après-midi récréatif et leur tient un beau et grand discours où il rappelle ce qu'il a fait pour eux : les maisons de retraite, le relèvement des pensions et tant d'autres choses.

Voilà démontés quelques aspects de la politique de la bourgeoisie : refus de la retraite à 60 ans et licenciements déguisés sous forme de pré-retraite à 56 ans 8 mois dans certains cas, habitations-taudis, « mouirois » publics, vieux que l'on retrouve morts de faim un beau matin et grande mansuétude à la veille des élections. Et Barre qui promet 1 200 F par mois en 1980, c'est beau hein ?

Et à gauche ?

Et la gauche, direz-vous, cela va mieux aller ? C'est ce qu'ils promettent, croire.

Que font-ils dans la pratique nos bonshommes de gauche ?

Si on parlait de Mauroy à Lille ? Il est le président de la commission qui gère l'hospice de Lille. Récemment, il s'est payé une bonne publicité en se faisant photographier chez des vieux, tout comme Barre ou Giscard.

Les locaux de cet hospice datent du 18e siècle. Plusieurs services n'ont pas d'eau chaude. Deux-cent quarante vieux vivent dans ces locaux insalubres. Au premier étage, pour cent-quatre personnes, trois WC, pas de salle de bain. Les soins élémentaires ne sont pas assurés par manque de personnel. La nuit, au service des « petits mentaux », pour quarante-cinq malades, après 18 h, une seule personne de garde sans sonnette ni téléphone pour les appels urgents. Quoi de différent avec Corentin-Celton géré par la droite.

A Saint-Étienne, Sanguedolce avait promis les transports gratuits pour les vieux. Prochainement, cela devrait être fait. Il y a des promesses dures à réaliser. Comme il faut trouver des sous et qu'il ne veut pas toucher aux intérêts des capitalistes, il a fait augmenter le prix du ticket de bus qui est à 2 F et le prix de la carte hebdomadaire.

Et puis le PCF a son organisation de vieux : l'Union des vieux de France. Et à l'UVF, on fait dans le social : voyages à l'étranger (pays de l'Est en premier lieu) à des prix défiant toute concurrence mais encore trop chers pour les vieux prolétaires (plus de 1 000 F pour 15 jours). Et puis à l'UVF, on organise des après-midi récréatifs (avec french-cancan, on fait lever la flamme aux vieilles dames, bien haut comme au Moulin-Rouge ou aux Folies-Bergères !). Des blagues direz-vous ? Non ! ça se passe dans la région de Lille, ces choses-là...

Corentin Celton

CE QU'ON APPELLE UN « MOUROI »

Ceci est l'une des 1 200 personnes âgées de Corentin Celton, pour la plupart des vieux travailleurs et des vieilles travailleuses.

Elle pleure. Pourquoi pleure-t-elle ? Parce qu'elle est seule, sans ressources, qu'elle ne sait à qui parler. Parce qu'elle va mourir isolée de tous.

La journée d'un vieux à l'hospice, elle est très simple : elle se résume au mot attendre. Attendre pour se lever, attendre pour se laver, elle ne peut se baigner, il y a une baignoire pour 105 malades, dans le pavillon Villanova. Elle se lave au lavabo : il n'y a pas de

glace. Elle attend le petit déjeuner : il vient à 8 h 30.

Avant le plan Barre, avant l'humanisation à la Simone Veil, elle avait droit, deux fois par semaine, au café au lait, une fois par semaine au chocolat, le reste au lait pur.

Maintenant, elle a droit le dimanche au café au lait, le restant au lait pur. Scandaleux, ignoble.

Après elle attendra le repas du midi, puis celui du soir à 18 h, puis elle dormira jusqu'à minuit, alors elle se lèvera, s'assoiera sur sa chaise et pleurera. Voilà sa journée.



Les travailleurs ne supportent pas

Peu à peu, à Corentin-Celton, les travailleurs comprennent que leur situation est liée à celle des vieux. C'est ce que disait notamment l'un d'entre eux fort justement : « Nous, on ne supporte pas, c'est la situation des vieux en même temps que nos conditions de travail. Car c'est comme deux mains, on est toujours ensemble. Si on lave des fesses toute la journée, c'est qu'il n'y a pas de baignoire. Si on est parfois obligé de traiter les grand-mères comme un sac de linge sale, c'est qu'on n'est que deux pour les changer ». Augmenter les effectifs, c'est améliorer les conditions de travail, c'est améliorer les conditions d'existence des vieux travailleurs. C'est un des objectifs prioritaires des femmes et des hommes hospitaliers de Corentin-Celton.